La dérogation mineure est expliquée, aucune question n'est soulevée.

2 - OUVERTURE DE LA SÉANCE

PROVINCE DE QUÉBEC

M.R.C. DES ETCEMINS

MUNICIPALITÉ DE SAINTE-ROSE-DE-WATFORD

PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL MUNICIPAL TENUE LE 2 juin 2017, À 19 HEURES À L'ENDROIT ORDINAIRE, SOUS LA PRÉSIDENTE DE MONSIEUR HECTOR PROVENÇAL, MAIRE, ET À LAQUELLE ÉTAIENT PRÉSENTS LES CONSEILLERS SUIVANTS :

Siège #1 - Lisette Côté
Siège #3 - Renée Lessard
Siège #4 - Charles Vachon
Siège #5 - Rock Carrier
Siège #6 - Richard Fauchon

Les membres présents forment le quorum. Madame Linda Gilbert, directrice générale et secrétaire-trésorière, agit comme secrétaire.

1 - PRIÈRE ET OUVERTURE DE LA SÉANCE

Monsieur le Maire récite la prière, procède à l'ouverture de la séance et souhaite la bienvenue aux personnes présentes.

125-06-2017

3 - LECTURE ET ACCEPTATION DE L'ORDRE DU JOUR

- 1 - Assemblée publique - dérogation mineure
- 2 - OUVERTURE DE LA SÉANCE
- 3 - LECTURE ET ACCEPTATION DE L'ORDRE DU JOUR
- 4 - ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX
 - 4.1 - Séance ordinaire du 5 mai 2017 et son ajournement
- 5 - FINANCES-GESTION DES SERVICES
 - 5.1 - Approbation de la liste des comptes du mois
- 6 - LÉGISLATION
 - 6.1 - Nomination promaire de juin à novembre 2017
 - 6.2 - Adoption du règlement numéro 02-2017
 - 6.2.1 - Demande pour la zone 08-H et les minimaisons
 - 6.3 - Adoption du règlement numéro 03-2017
- 7 - SÉCURITÉ PUBLIQUE- INCENDIE
 - 7.1 - Compte-rendu du directeur incendie
 - 7.2 - Résolution projet service incendie en commun
- 8 - VOIRIE TRANSPORT
 - 8.1 - Rapport de l'inspecteur
 - 8.2 - Gravier MG20 pour route de la Grande-Ligne Nord
 - 8.3 - Réparation tracteur municipal
- 9 - HYGIÈNE DU MILIEU
- 10 - ASSAINISSEMENT
- 11 - URBANISME-DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE
 - 11.1 - Compte-rendu de la dernière réunion de la MRC
 - 11.2 - Dérogation mineure pour le 555, rue Principale
 - 11.3 - Demande rencontre MRC - Direction générale
- 12 - SANTÉ & BIEN-ÊTRE
 - 12.1 - Politique Familiale
- 13 - LOISIRS-TOURISME-CULTURE
 - 13.1 - Réponse de Saint-Louis concernant les chapiteaux
 - 13.2 - Assemblée annuelle réseau biblio
 - 13.3 - Entériner dépenses travaux réserve d'eau
 - 13.4 - Sentier pédestre - Nouveaux Horizons
- 14 - CORRESPONDANCE
 - 14.1 - Avis convocation - AGA SADC Bellechasse-Etchemins
 - 14.2 - Convocation - AGA Carrefour Jeunesse-Emploi les Etchemins

14.3 - Congrès FQM

14.3.1 - Présentation candidature de M. Provençal à deux prix de la FQM

15 - VARIA

15.1 - Bordure le long du bâtiment du centre communautaire

15.2 - Demande d'adoption du projet de loi avant les élections municipales du 5 novembre 2017

15.3 - Lettre - 220, 2e Rang

16 - PÉRIODE DE QUESTIONS

17 - CLÔTURE ET LEVÉE DE LA SÉANCE

IL EST PROPOSÉ PAR: Madame Lisette Côté

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

QUE l'ordre du jour soit adopté tel que présenté avec ajout au varia:

15.3 - Lettre - 220, 2e Rang.

ADOPTÉE

4 - ADOPTION DES PROCÈS-VERBAUX

Attendu qu'une copie du procès-verbal a été remise aux membres du conseil avant la présente séance, que tous les membres présents déclarent l'avoir lu et qu'ils renoncent à sa lecture.

126-06-2017

4.1 - Séance ordinaire du 5 mai 2017 et son ajournement

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Rock Carrier

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

QUE le procès-verbal de la séance régulière du 5 mai 2017 et son ajournement soit adopté.

ADOPTÉE

5 - FINANCES-GESTION DES SERVICES

127-06-2017

5.1 - Approbation de la liste des comptes du mois

IL EST PROPOSÉ PAR: Monsieur Rock Carrier

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

QUE la liste des comptes présentée aux membres du conseil, d'une somme de 73 875,75\$ pour la Municipalité, et 7869,89\$ pour Etchemins en forme soit acceptée et payée selon les modalités de notre règlement numéro 03-2011 sur le contrôle et le suivi budgétaire.

ADOPTÉE

6 - LÉGISLATION

128-06-2017

6.1 - Nomination promaire de juin à novembre 2017

IL EST PROPOSÉ PAR: Madame Lisette Côté

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

QUE Madame Guylaine Jacques soit nommée promaire du 3 juin jusqu'à la dissolution du conseil, 2017 étant une année d'élection.

ADOPTÉE

129-06-2017

6.2 - Adoption du règlement numéro 02-2017

CONSIDÉRANT QUE la municipalité de Sainte-Rose est une municipalité régie par le Code municipal du Québec et assujettie aux dispositions de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*;
CONSIDÉRANT QUE lors d'une séance de ce Conseil, le règlement numéro 09-2007 fut adopté le 1^{er} jour du mois d'octobre 2007;
CONSIDÉRANT QUE le Conseil de cette municipalité doit modifier le règlement numéro 09-2007 afin de CORRIGER ET ADAPTER

CERTAINS ARTICLES PRÉSENTANT DES DIFFICULTÉS
D'APPLICATIONS ET D'AJOUTER DE NOUVELLES DISPOSITIONS
CONCERNANT CERTAINS TYPES DE CONSTRUCTION;
CONSIDÉRANT QU'aucune demande d'approbation référendaire n'a
été déposée;
EN CONSÉQUENCE,
IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Renée Lessard
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
QUE le Conseil adopte le règlement numéro 02-2017.
ADOPTÉE

130-06-2017

6.2.1 - Demande pour la zone 08-H et les minimaisons

ATTENDU QUE la zone 08-H doit être divisée deux zones afin qu'une de
celles-ci permette les minimaisons;
ATTENDU QUE des modifications au règlement de zonage devront être faites
dans les prochains mois;
IL EST PROPOSÉ PAR: Monsieur Charles Vachon
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS
QUE les membres du conseil demande à la MRC des Etchemins de prévoir
dans les prochaines modifications aux règlements d'urbanisme, la division de la
zone 08-H afin que les minimaisons soient autorisées sur le lot 4 217 155.
ADOPTÉE

131-06-2017

6.3 - Adoption du règlement numéro 03-2017

Une dispense de lecture complète a été demandée lors de l'avis de motion. Les
membres du conseil disposant du projet de règlement depuis plus de 48 heures,

**RÈGLEMENT NUMÉRO : 03-2017 – Règlement déterminant le rayon de
protection entre les sources d'eau potable et les opérations visant
l'exploration et l'exploitation d'hydrocarbures dans le territoire de la
municipalité**

Attendu qu'un avis de motion du présent règlement a été préalablement
donné par Monsieur Rock Carrier lors de la séance régulière de ce
Conseil tenue le 5 mai 2017;

Attendu qu'une municipalité dispose, ainsi que l'indique l'article 2 de la *Loi sur
les compétences municipales* (RLRQ, c. C-47.1) (LCM), des pouvoirs lui
permettant de répondre aux besoins divers et évolutifs des citoyens et
citoyennes résidant sur son territoire et que les dispositions de cette loi ne
doivent pas s'interpréter de façon littérale ou restrictive;

Attendu que ladite loi, au quatrième paragraphe du premier alinéa de l'article 4
et à l'article 19, accorde à la municipalité des compétences en matière
d'environnement;

Attendu que ladite loi, au premier paragraphe du premier alinéa de l'article 6,
accorde à la municipalité, dans le cadre de l'exercice de son pouvoir
réglementaire, le pouvoir de prohiber une activité qui serait susceptible de
compromettre la qualité de l'environnement sur son territoire;

Attendu par ailleurs que les tribunaux québécois et canadiens ont validé
et interprété de manière large, téléologique et bienveillante les compétences
étendues que possède une municipalité en matière de protection de
l'environnement, de santé et de bien-être de sa population puisqu'elles servent
l'intérêt collectif;

Attendu que la doctrine reconnaît aux municipalités une grande discrétion
dans l'exercice de leurs pouvoirs dans la mesure où elles agissent dans le
cadre de leurs compétences;

Attendu également que l'article 85 de la LCM accorde aux municipalités
locales le pouvoir d'adopter un règlement pour assurer la paix, l'ordre, le bon
gouvernement et le bien-être général de leur population;

Attendu que la Cour suprême du Canada a considéré que cette disposition
générale visant le bien-être général ajoute aux pouvoirs spécifiques déjà
conférés aux municipalités locales « afin de relever rapidement les nouveaux
défis auxquels font face les collectivités locales »;

Attendu également qu'en adoptant, en 2009, la *Loi affirmant le caractère
collectif des ressources en eau et visant à renforcer leur protection*

(RLRQ, c. C-6.2), le législateur a consacré le principe que « l'usage de l'eau est commun à tous et que chacun doit pouvoir accéder à une eau dont la qualité et la quantité permettent de satisfaire ses besoins essentiels »;

Attendu que l'article 3 de ladite loi prévoit que « la protection, la restauration, la mise en valeur et la gestion des ressources en eau sont d'intérêt général et concourent à l'objectif de développement durable »;

Attendu que l'article 5 de ladite loi impose à toute personne « le devoir, dans les conditions définies par la loi, de prévenir ou, à défaut, de limiter les atteintes qu'elle est susceptible de causer aux ressources en eau et, ce faisant, de prendre part à leur protection »;

Attendu qu'un règlement municipal peut comporter plusieurs aspects et poursuivre plusieurs finalités;

Attendu qu'une municipalité peut décréter certaines distances séparatrices pour protéger l'eau, l'air et le sol;

Attendu que les puits artésiens et de surface constituent une source d'eau potable importante pour des résidents de la municipalité;

Attendu par ailleurs que le gouvernement édictait le 30 juillet 2014, le *Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection* (RLRQ, c. Q-2, r. 35.2) (RPEP), dont l'entrée en vigueur de la plupart des articles a été fixée au 14 août 2014;

Attendu que les articles 32 et 40 dudit règlement prévoient des distances séparatrices minimales de 500 mètres horizontalement et de 400 mètres verticalement devant être respectées entre les sources d'eau potable, les aquifères et tout sondage stratigraphique ou puits gazier ou pétrolier;

Attendu que 295 municipalités québécoises, provenant de 72 MRC et Agglomération et représentant 849 280 citoyens et citoyennes, ont réclamé, par le biais d'une Requête commune (adoptée par chacun des conseils municipaux), une dérogation audit règlement afin d'accroître les distances séparatrices qui y sont prévues, comme le permet l'article 124 de la *Loi sur la qualité de l'environnement* (RLRQ, c. Q-2);

Attendu cependant que 331 municipalités provenant de 75 MRC et Agglomération et représentant 1 171 142 citoyens et citoyennes ont participé à la Démarche commune des municipalités québécoises réclamant ladite dérogation en adoptant une résolution à cet effet;

Attendu que notre municipalité a adopté ladite Requête commune par une résolution en bonne et due forme du conseil, résolution qui fut transmise au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques (MDDELCC);

Attendu que lors d'une première rencontre tenue à Drummondville, le 12 septembre 2015, et d'une seconde rencontre tenue à Québec, le 5 décembre 2015, des représentants des municipalités parties à la Requête ont exposé au MDDELCC leur insatisfaction face aux dispositions des articles 32 et 40 du RPEP et demandé que la dérogation leur soit accordée;

Attendu que le 10 mai 2016, le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques a refusé de statuer sur la demande de dérogation présentée par les 295 municipalités réclamantes invoquant qu'un règlement municipal reprenant les normes et objets contenus dans la Requête commune réclamant cette dérogation soit adopté par chacune des municipalités réclamantes et que soient présentés les motifs qui justifient ce règlement;

Attendu que les preuves scientifiques et empiriques disponibles établissent de façon prépondérante que les distances séparatrices prévues dans le RPEP ne sont pas suffisantes pour protéger adéquatement les sources d'eau potable;

Attendu par ailleurs l'importance de l'application rigoureuse du principe de précaution en regard de procédés d'extraction d'hydrocarbures par des moyens non conventionnels, comme les sondages stratigraphiques, la complétion, la fracturation et les forages horizontaux, eu égard aux incertitudes sur leurs conséquences éventuelles en regard de la protection des sources d'eau potable et de la santé des résidents et résidentes;

Attendu l'importance de l'application du principe de subsidiarité consacré par nos tribunaux et la *Loi sur le développement durable* (RLRQ, c. D-8.1.1) en matière d'environnement;

Attendu que, sans admettre sa légalité, il y a lieu de donner suite à la demande du MDDELCC telle que formulée dans sa lettre du 10 mai 2016;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Rock Carrier

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

QUE le règlement soit adopté sous le numéro 03-2017 et qu'il soit décrété et statué ce qui suit, à savoir :

1. Le préambule fait partie intégrante du présent règlement.

2. A) Il est interdit d'aménager un site de forage, de réaliser un sondage stratigraphique ou de mener une opération de complétion ou de fracturation dans un puits destiné à la recherche, l'exploration ou à l'exploitation du pétrole ou du gaz naturel dans une plaine inondable dont la récurrence de débordement est de 20 ans, dans une plaine inondable d'un lac ou d'un cours d'eau identifiée sans que ne soient distinguées les récurrences de débordement de 20 ans et de 100 ans ou à moins de :

- deux (2) kilomètres de tout puits artésien ou de surface desservant vingt (20) personnes ou moins ou servant à l'alimentation animale;
- six (6) kilomètres de tout puits artésien ou de surface alimentant l'aqueduc municipal ou desservant plus de vingt (20) personnes ou servant à l'alimentation animale;
- dix (10) kilomètres de tout lieu de puisement d'eau de surface alimentant l'aqueduc municipal ou desservant plus de vingt (20) personnes ou servant à l'alimentation animale;

B) L'étendue de ce rayon s'applique, horizontalement, tant pour les activités qui se déroulent à la surface du sol que pour celles se déroulant dans le sous-sol;

C) L'étendue de ce rayon, verticalement, est fixée à trois (3) kilomètres de tout puits artésien, puits de surface ou lieu de puisement d'eau de surface pour les activités qui se déroulent dans le sous-sol;

D) Les distances prévues aux paragraphes 2A, 2B ou 2C ci-dessus concernant l'aménagement d'un site de forage ou la réalisation d'un sondage stratigraphique ou d'une opération de complétion ou de fracturation dans un puits destiné à la recherche, l'exploration ou à l'exploitation du pétrole ou du gaz naturel peuvent être augmentées à la distance fixée dans l'étude hydrogéologique prévue à l'article 38 du *Règlement sur le prélèvement des eaux et leur protection* ou dans l'étude réalisée par un hydrogéologue à la demande de la municipalité, lorsque l'une ou l'autre de ces études démontre que les distances prévues aux paragraphes 2A, 2B ou 2C ci-dessus ne permettent pas de réduire au minimum les risques de contamination des eaux des sites de prélèvement effectué à des fins de consommation humaine ou animale situés sur le territoire couvert par l'étude.

3. Définitions :

A) « Sondage stratigraphique » : trou creusé dans le sol, à l'exclusion des points de tir pour les levés sismiques, visant à recueillir des données sur une formation géologique, à l'aide notamment d'échantillons et de leurs analyses ainsi que de relevés techniques, réalisés dans le cadre de travaux préliminaires d'investigation pour éventuellement localiser, concevoir et aménager un site de forage destiné à rechercher ou à produire des hydrocarbures, de la saumure ou un réservoir souterrain et le ou les puits qui s'y trouveront.

B) « fracturation » : opération qui consiste à créer des fractures dans une formation géologique ou à élargir des fissures déjà existantes, en y injectant un fluide ou un autre produit, sous pression, par l'entremise d'un puits.

C) « complétion » : stimulation physique, chimique ou autre d'un forage gazier ou pétrolier.

4. Le présent règlement entre en vigueur à la suite de son approbation par le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte aux changements climatiques et de la publication de cette approbation dans la *Gazette officielle du Québec*, comme le prévoient les dispositions de l'article 124 de la *Loi sur la qualité de l'environnement*.

Avis de motion donné le 5 mai 2017

Adopté le 2 juin 2017

Affiché le 7 juin 2017

Linda Gilbert
Directrice générale et
Secrétaire-trésorière

Hector Provençal, maire

7 - SÉCURITÉ PUBLIQUE- INCENDIE

7.1 - Compte-rendu du directeur incendie

132-06-2017

7.2 - Résolution projet service incendie en commun

CONSIDÉRANT QUE nous avons déjà indiqué notre intérêt à une forme de regroupement des services des incendies;

CONSIDÉRANT QUE les maires et les directeurs se sont rencontrés sur ce sujet;

CONSIDÉRANT QU'il y a consensus pour continuer à développer le projet;

IL EST PROPOSÉ PAR: Madame Renée Lessard

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

DE mandater le maire et le directeur des incendies à continuer à participer au développement du projet selon les grandes lignes suivantes:

- Chaque municipalité conserve son service des incendies, ses équipements et son directeur;

- Chaque municipalité assume les dépenses de son service;

- Il y aura création d'un poste de directeur des services incendies qui supervisera chacun des services à partir d'un organigramme et une description de tâches à être élaborée;

- Les dépenses générées par ce poste seront assumées conjointement par les municipalités participantes selon un ratio à élaborer;

- Un conseil formé par l'ensemble des maires participants au regroupement supervisera le travail de directeur qui fera rapport des projets, dossiers, problèmes, etc.

ADOPTÉE

8 - VOIRIE TRANSPORT

8.1 - Rapport de l'inspecteur

Les membres du conseil ont reçu le rapport de travail de l'inspecteur municipal.

133-06-2017

8.2 - Gravier MG20 pour route de la Grande-Ligne Nord

CONSIDÉRANT QU'à la suite d'un appel d'offres sur invitation effectué auprès de quatre soumissionnaires pour le rechargement d'une partie de la route de la Grande-Ligne Nord en date du 24 mai 2017, deux ont répondu;

CONSIDÉRANT QU'après l'analyse des soumissions, celles-ci s'avèrent conformes;

Entrepreneur	Prix taxes comprises
---------------------	-----------------------------

Giroux et Lessard	15 510,13\$
-------------------	-------------

Carrière Ste-Rose	10 342,81\$
-------------------	-------------

IL EST PROPOSÉ PAR: Monsieur Rock Carrier

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

QUE les membres du conseil accordent le contrat à Carrière Ste-Rose, plus bas soumissionnaire conforme, au montant de 10 342,81\$, taxes incluses (prix de 12,67\$ la tonne, avant taxes) pour le rechargement granulaire d'une partie de la route de la Grande-Ligne Nord en gravier MG-20. Que le devis d'appel d'offres pour le rechargement granulaire MG-20 du 24 mai 2017 et la présente résolution fassent foi de contrat intervenu entre les parties.

ADOPTÉE

134-06-2017

8.3 - Réparation tracteur municipal

ATTENDU QU'une réparation est à faire sur le tracteur. Le coût sera d'environ 2000\$.

**IL EST PROPOSÉ PAR: Madame Lisette Côté
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE les membres du conseil autorisent la dépense pour la réparation du tracteur.

ADOPTÉE

9 - HYGIÈNE DU MILIEU

Aucun dossier en cours.

10 - ASSAINISSEMENT

Aucun dossier en cours

11 - URBANISME-DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE

11.1 - Compte-rendu de la dernière réunion de la MRC

M. Provençal fait un résumé des dossiers en cours à la table des maires.

135-06-2017

11.2 - Dérogation mineure pour le 555, rue Principale

CONSIDÉRANT QU'une transaction notariée doit être conclue pour la vente de la propriété située au 555 rue Principale, lot 4 217 107;

CONSIDÉRANT QUE le certificat de localisation mentionne que la position du bâtiment principal pourrait être sujette à des droits acquis;

CONSIDÉRANT QU'aucune preuve tangible n'a pu être fournie pour démontrer les droits acquis dans ce dossier;

CONSIDÉRANT QU'une demande de dérogation mineure a dû être déposée pour régulariser la position du bâtiment principal incluant sa galerie et ses escaliers;

CONSIDÉRANT QUE le comité d'urbanisme s'est penché sur la demande de dérogation mineure pour le lot 4 217 107 et recommande d'accepter celle-ci;

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil considèrent que cette demande ne porte pas préjudice sérieux au voisinage;

IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Lisette Côté

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

D'accepter la demande pour le 555, rue Principale afin de régulariser la position du bâtiment principal selon les marges de recul avant existantes indiquées au certificat de localisation, c'est-à-dire une marge de 3.56 mètres du côté de la rue Principale et de 6 mètres de la rue Carrier.

ADOPTÉE

136-06-2017

11.3 - Demande rencontre MRC - Direction générale

CONSIDÉRANT l'importance du maintien d'une saine collaboration entre les municipalités locales et les MRC;

CONSIDÉRANT QUE la formation « *Directeurs généraux locaux et de MRC : rôles et collaborations* » offerte par l'ADMQ en collaboration avec la firme d'avocat Tremblay Bois Mignault Lemay nous démontre l'importance de la communication entre Directeurs généraux des municipalités locales et leur MRC;

CONSIDÉRANT QUE prochainement le Gouvernement imposera aux municipalités de nouvelles responsabilités en divers domaines, en l'occurrence le Projet de loi n°122 : Loi visant principalement à reconnaître que les municipalités sont des gouvernements de proximité et à augmenter à ce titre leur autonomie et leurs pouvoirs et que le conseil municipal de Sainte-Rose-de-Watford croit qu'une meilleure communication entre les directeurs généraux va favoriser une bonne collaboration dans le travail de ceux-ci ;

EN CONSÉQUENCE,

IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Richard Fauchon

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES MEMBRES DU CONSEIL PRÉSENTS

DE DEMANDER à la MRC des Etchemins d'instaurer des rencontres régulières avec les directeurs généraux des municipalités locales pour les mettre aux faits des divers dossiers, de permettre le développement d'un travail d'équipe pour certains de ceux-ci, par l'implication des directeurs généraux par leur apport à l'avancement de certains dossiers primordiaux.

QU'IL devient impératif de maintenir une saine collaboration entre les municipalités locales et la municipalité régionale, de l'améliorer.

QUE cette pratique se fait dans d'autres MRC depuis de nombreuses années pour certaines et que c'est très apprécié par tous.

ADOPTÉE

12 - SANTÉ & BIEN-ÊTRE

12.1 - Politique Familiale

Madame Renée Lessard nous fait un résumé des activités du mois. Une lettre de bienvenue sera envoyée aux nouveaux arrivants.

13 - LOISIRS-TOURISME-CULTURE

13.1 - Réponse de Saint-Louis concernant les chapiteaux

Résolution concernant le prêt des chapiteaux entre la municipalité de Saint-Louis et notre municipalité.

137-06-2017

13.2 - Assemblée annuelle réseau biblio

**IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Renée Lessard
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE Mme Suzanne Vachon soit autorisée à assister l'assemblée générale annuelle du réseau biblio si elle est disponible.

ADOPTÉE

138-06-2017

13.3 - Entériner dépenses travaux réserve d'eau

ATTENDU QUE nous avons dû intervenir et faire des travaux à la réserve d'eau de la patinoire;

ATTENDU QUE cette réserve a dû être refaite au complet et que nous en avons profité pour ajouter la tuyauterie pour une borne sèche;

ATTENDU QUE cette dépense n'a pas été prévue au budget 2017;

ATTENDU QU'un montant a été budgété pour la construction d'une borne sèche par le service incendie;

IL EST PROPOSÉ PAR: Monsieur Charles Vachon

ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS

QUE les membres du conseil acceptent la soumission de Coffrage SB pour la fondation et la dalle de la nouvelle réserve d'eau pour un total de 13275\$, avant taxes. Que des dépenses accessoires pour un montant indéterminé s'ajoutent à la dépense telles que: location d'une clôture de chantier, pelle, camion, pierre nette, matériel de remplissage. QUE les dépenses générées par la nouvelle réserve d'eau qui va servir au service incendie et au service des loisirs seront payées avec le budget de 3000\$ prévu pour la borne sèche et le solde sera régularisé d'ici la fin de l'année.

ADOPTÉE

139-06-2017

13.4 - Sentier pédestre - Nouveaux Horizons

**IL EST PROPOSÉ PAR: Monsieur Richard Fauchon
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE les membres du conseil autorisent la directrice générale à faire une lettre d'appui et présenter le projet du sentier pédestre au programme Nouveaux

Horizons.
ADOPTÉE

14 - CORRESPONDANCE

14.1 - Avis convocation - AGA SADC Bellechasse-Etchemins

M. Provençal va assister à l'assemblée générale annuelle.

14.2 - Convocation - AGA Carrefour Jeunesse-Emploi les Etchemins

Invitation non retenue.

140-06-2017

14.3 - Congrès FQM

**IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Renée Lessard
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

D'autoriser l'inscription du maire au congrès de la FQM qui aura lieu du 28 au 30 septembre 2017. Le coût est de 760\$ pour l'inscription. Les frais d'hébergement et repas sont à la charge de la municipalité.

ADOPTÉE

141-06-2017

14.3.1 - Présentation candidature de M. Provençal à deux prix de la FQM

Prix Méritas pour plus de 20 ans comme élu de notre municipalité

Prix Jean-Marie-Moreau pour son implication dans divers comités, son leadership, etc.

Considérant que nous le présenterons dans ces deux catégories, je vous propose que nous payions pour son épouse pour le souper gala lors duquel ces prix seront remis. Le coût est de 32\$.

**IL EST PROPOSÉ PAR : Madame Renée Lessard
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE les membres du conseil sont en accord avec le déboursier des frais du souper gala pour la conjointe de M. Provençal puisque celui-ci sera en nomination dans deux catégories pour des prix reconnaissances. Le coût est de 32\$.

ADOPTÉE

15 - VARIA

142-06-2017

15.1 - Bordure le long du bâtiment du centre communautaire

**IL EST PROPOSÉ PAR: Monsieur Richard Fauchon
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE les membres du conseil sont en accord avec l'ajout d'environ 42 pieds de bordures à 30\$ du pied au contrat accordé à Embellissement Langevin pour refaire les bordures du côté du centre communautaire.

ADOPTÉE

143-06-2017

15.2 - Demande d'adoption du projet de loi avant les élections municipales du 5 novembre 2017

CONSIDÉRANT que le dépôt du projet de loi no 122 s'inscrit dans la volonté du gouvernement du Québec de transformer en profondeur sa relation avec le milieu municipal en reconnaissant les municipalités locales et les MRC comme de véritables gouvernements de proximité;
CONSIDÉRANT qu'avec le projet de loi no 122, le gouvernement doit ouvrir une nouvelle ère de collaboration entre deux réels paliers de

gouvernement; CONSIDÉRANT que donner plus d'autonomie et plus de pouvoirs aux municipalités locales et aux MRC du Québec sera déterminant pour l'avenir non seulement du milieu municipal, mais aussi, pour le futur des régions du Québec;

CONSIDÉRANT que le projet de loi no 122 fait suite à des revendications de la FQM depuis plus de 30 ans;

CONSIDÉRANT que la FQM est globalement satisfaite du contenu du projet de loi no 122, même si certains amendements pourraient être apportés afin d'en bonifier la portée;

CONSIDÉRANT que les élections municipales auront lieu le dimanche 5 novembre 2017;

**IL EST PROPOSÉ PAR: Monsieur Charles Vachon
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

DE DEMANDER aux membres de la Commission de l'aménagement du territoire de l'Assemblée nationale du Québec d'accélérer l'étude détaillée du projet de loi no 122;

DE DEMANDER qu'à la suite de l'étude détaillée, les membres de l'Assemblée nationale du Québec adoptent rapidement le projet de loi no 122 afin que celui-ci entre en vigueur avant les élections municipales prévues le dimanche 5 novembre 2017.

ADOPTÉE

144-06-2017

15.3 - Lettre - 220, 2e Rang

ATTENDU QUE l'eau d'écoulement de l'entrée du 220, 2e Rang se déverse dans notre chemin municipal et abîme celui-ci;

ATTENDU QUE le propriétaire pourrait régulariser la situation en modifiant légèrement son entrée;

ATTENDU QUE nous ne pouvons plus tolérer cette situation;

**IL EST PROPOSÉ PAR: Monsieur Charles Vachon
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE les membres du conseil demandent à la directrice générale de faire parvenir une lettre au propriétaire du 220, 2e Rang afin qu'il corrige son entrée privée et que l'eau ne s'écoule plus dans notre chemin. Que les membres du conseil lui accordent 30 jours pour effectuer les travaux.

ADOPTÉE

16 - PÉRIODE DE QUESTIONS

Le conseiller Charles Vachon quitte la réunion il est 19h47.

145-06-2017

17 - CLÔTURE ET LEVÉE DE LA SÉANCE

**IL EST PROPOSÉ PAR : Monsieur Rock Carrier
ET RÉSOLU À L'UNANIMITÉ DES CONSEILLERS PRÉSENTS**

QUE la séance soit levée à 19h55.

ADOPTÉE

Hector Provençal
Maire

Linda Gilbert, directrice générale et
Secrétaire-trésorière

Je, Hector Provençal, atteste que la signature du présent procès-verbal équivaut à la signature par moi de toutes les résolutions qu'il contient au sens de l'article 142 (2) du Code municipal.

Hector Provençal
Maire